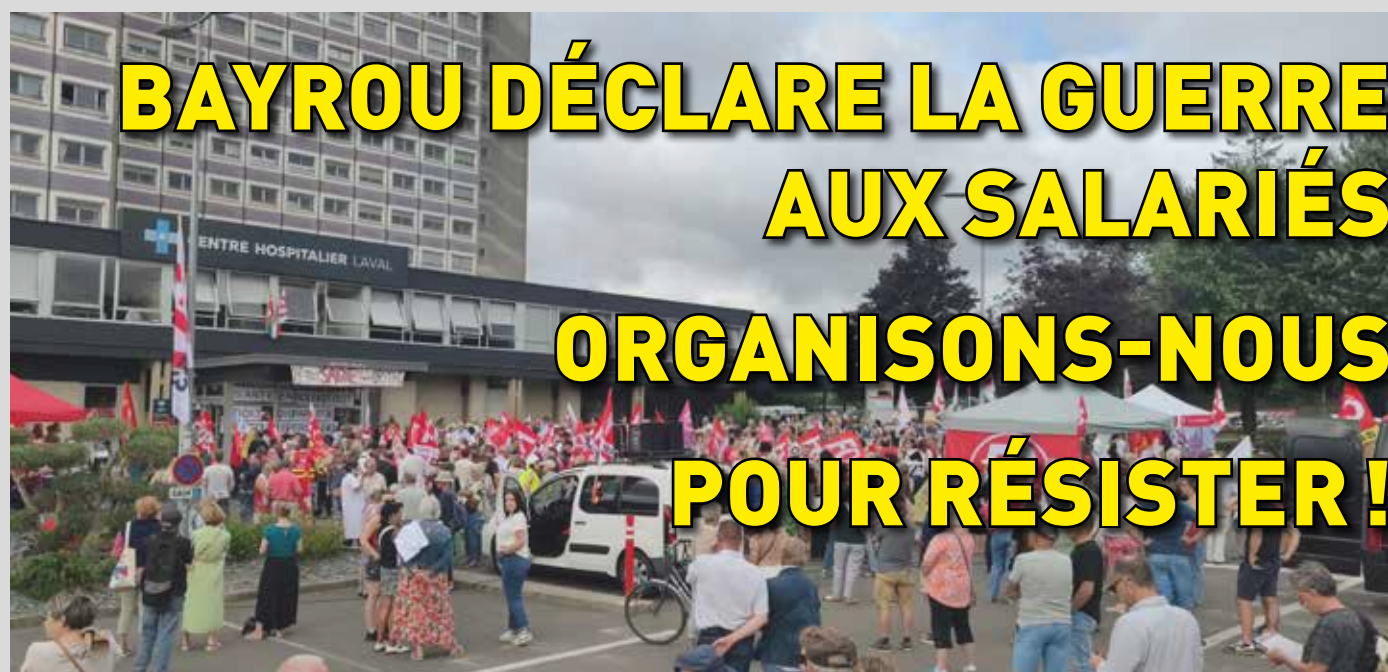
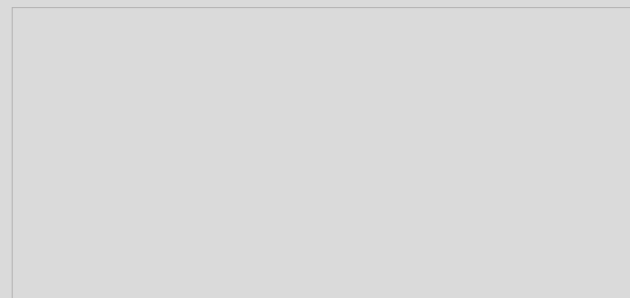


# Le Combat Social

# FO 49

Bulletin d'informations de l'Union Départementale cgt-FO de Maine-et-Loire

N°7-2025 Juillet (2025) | 1 €





# L'éditorial de Magali Lardeux

## LE COMBAT SOCIAL FO 49

(Prix : 1 €)

Imprimé à l'UD  
CGT-Force Ouvrière  
de Maine-et-Loire  
14, place Louis Imbach  
49100 ANGERS  
02 41 25 49 60  
udfo49@force-ouvriere.fr

[www.fo49.fr](http://www.fo49.fr)

Inscrit à la CPPAP  
n° 0725507442

**Directrice de  
publication :**  
**Magali LARDEUX**

## Sommaire

- 2 /3 Édito de Magali Lardeux
- 4 Mobilisations de la  
FNECP FP FO 49
- 5 AG FO DGFIP 49
- 6/7 Mobilisation Santé
- 9/10 Rassemblement contre  
la guerre
- 10/11 Histoire de l'organisation
- 12/13 Pain Paix Liberté  
/Victoire groupe VVY
- 14/15 Budget Bayrou/  
Nos camarades face à la  
canicule

**Le 17 juillet, nous étions une quarantaine de militants devant la préfecture  
d'Angers, une délégation a été reçue par le cabinet du préfet.**



## **V**ous trouverez en guise d'édito la déclaration de l'Union Départe- mentale FO 49

« Le 15 juillet 2025, en pleine période des congés d'été, le Premier ministre François BAYROU a rendu publics son projet de budget et les mesures d'austérité prévues pour 2026 qui s'élèvent à 43,8 milliards d'euros. Il a précisé que les mesures prises s'inscrivaient dans un plan pluriannuel de retour à l'équilibre de la dette sur 4 ans.

Ce plan brutal est mis en œuvre dans un contexte particulier où le nombre de milliardaires a explosé dans notre pays ces dernières années. Le montant des dividendes du CAC 40 versés aux actionnaires dépasse à présent les 100 milliards en 2025, ce qui représente 3 170 euros par seconde. Ce montant de 100 milliards pour les seuls actionnaires du CAC 40 est dopé par les aides publiques et les exonérations de cotisations sociales consenties aux entreprises et qui s'élèvent aujourd'hui à 211 milliards.

Dans le même temps, le président de la République Emmanuel MACRON vient de s'engager auprès de TRUMP et de l'OTAN à doubler le budget militaire pour atteindre 100 milliards d'euros en 2030. Et ceci sans aucun débat au parlement.

Ces 100 milliards, ce sont également 3170 € par seconde injectés dans une escalade guerrière que nous condamnons. C'est la raison pour laquelle, l'Union Départementale participera à toutes les initiatives contre



cette escalade guerrière. Plusieurs membres du bureau seront d'ailleurs dimanche 5 octobre prochain à Paris au meeting international contre la guerre.

Avec ce plan brutal, le gouvernement souhaite faire payer l'addition de sa politique aux salariés, chômeurs, jeunes et retraités, c'est-à-dire à la population la plus démunie. Le taux de pauvreté atteint aujourd'hui un niveau record. Près de 10 millions de personnes sont pauvres (15,4 % de la population).

Voici les principales mesures annoncées qui s'attaquent aux conquêtes sociales (Sécurité sociale, services publics dont l'hôpital, etc.) et au pouvoir d'achat du plus grand nombre :

— Le plafond des franchises (médicaments et actes médicaux)

va passer de 50 à 100 €.

— Concernant les affections de longue durée (ALD), le remboursement intégral des médicaments sans lien avec l'affection déclarée ou à faible effet médical sera abandonné. Certains patients ne pourront plus bénéficier du statut des ALD.

— Une plus grande efficacité est demandée à l'hôpital. Ce qui signifie que les plans de restrictions budgétaires vont se poursuivre. Comme à Laval, Force Ouvrière exige le retrait de tous ces plans. Les 5 UD FO des Pays de la Loire et les groupements de santé porteront cette exigence le mardi 16 septembre devant l'Agence Régionale de Santé.

— Lutte contre l'explosion des arrêts maladie avec notamment une pression sur les entreprises contre les arrêts dits « abusifs ».

— « Année blanche » concernant les prestations sociales et la rémunération des fonctionnaires. Est-il nécessaire de rappeler que le point d'indice des fonctionnaires est gelé depuis très longtemps ? Les barèmes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) seront eux aussi maintenus à leur niveau de 2025.

— Suppression de 2 jours fériés de manière générale et non optionnelle (Lundi de Pâques et 8 mai pour le moment).

— Nouvelle réforme de l'assurance chômage et du droit du travail pour abaisser le coût du travail et du chômage. De nouveaux textes seront proposés par ordonnance pour donner plus de « libertés » aux entrepreneurs et lever les obstacles à l'implantation de projets industriels. De

qui se moque-t-on ? Arcelor Mittal ou Michelin ont bénéficié de milliards d'aides publiques et aujourd'hui ils délocalisent sans être inquiétés et sans avoir à rembourser toutes ces aides !

— Création de l'ASU (Allocation Sociale Unifiée) visant à fusionner RSA, APL, prime d'activité... ce qui pourrait entraîner, selon France Stratégie, une baisse de ressources pour 3,55 millions de ménages. Concernant la Sécurité sociale : réflexion sur la refondation du financement du modèle social basé sur les cotisations. Cela conduirait à la fin de la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé.

— Suppression de l'abattement de 10 % au niveau de l'impôt sur les pensions de retraite (transformés en forfait annuel de 2 000 €).

— 3 000 emplois publics en moins et non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois. En 2023, 157 000 fonctionnaires sont partis à la retraite. Cette mesure conduirait donc à supprimer 52 300 fonctionnaires !

— Limitation des dépenses des collectivités locales et « régulation » des financements de l'État aux collectivités. C'est un effort de 5,3 milliards d'euros demandé aux collectivités territoriales.

Tout cela est inacceptable ! Ce plan doit être retiré et les intérêts de la population, des salariés, retraités, jeunes et chômeurs doivent être préservés. Nous participerons à toutes les mobilisations pour faire échec à ces mesures. Notre confédération s'est adressée à toutes les confédérations pour organiser une riposte à la hauteur des attaques portées. Cette réunion aura lieu vendredi.

**Il faut se préparer à la mobilisation et à la grève pour obtenir le retrait de ce plan inouï contre la classe ouvrière et ses conquêtes.**

## EN DIRECT DES SYNDICATS

### La FNEC FP FO 49 exige des postes, de meilleures conditions de travail et défend la liberté d'expression !



**10** postes en moins pour septembre 2025 alors que nous avons manqué de remplaçants toute l'année !

Audience demandée par le syndicat fin juin, mais refusée par la Directrice Académique... les enseignants ont été finalement reçus !

Le syndicat se tient prêt pour reprendre ces questions et ces bagarres pour l'école de Ste Melaine sur Aubance, pour Piaget à Avrillé... pour les RPI (Regroupements pédagogiques ruraux) qui perdent une classe !

Non au budget d'austérité de 2025 et à sa poursuite et son amplification !

Ce budget de coupes et de casse des services publics est responsable de la situation ! 5 000 suppressions de postes pour la rentrée 2025, alors que dans nos écoles, il faut :

- Plus d'enseignants ! 49 % en moins de remplacements depuis 5 ans ! Recrutement de toute la liste complémentaire et au-delà ! (10 enseignants supplémentaires, c'est insuffisant !)
- Plus d'AED et d'infirmières scolaires, de psychologues, d'enseignants spécialisés...
- Plus d'AESH ! Un nombre incalculable d'enfants se retrouvent sans le soutien, sans l'aide d'un AESH alors que la MDA en a

donné la préconisation, ou alors que le nombre d'heures notifiées n'est pas réalisable !

#### Défendre les conditions de travail :

Alerte canicule le préfet, comme la DASEN, ont renvoyé « au local » la question... à savoir le directeur, le maire !

Si la circulaire « Référentiel Métier de directeur d'école » paraît, le directeur d'école deviendra le responsable de tout, même de la gestion du manque d'enseignants !

#### Création d'un Comité de Défense des écoles, collèges et lycées publics dans le département en lien avec le Comité National

La question des postes ne se décide finalement qu'au ministère. Le SNUDI FO 49 soutient la création des comités de défense au niveau local comme national avec la présence de la FCPE, d'autres syndicats, d'enseignants et de parents d'élèves. Nous étions présents en délégation le mercredi 11 juin à Paris, rue de Grenelle !

Vous trouverez ci-joint un extrait du relevé de décisions du Comité national : « le Comité national fera connaître les initiatives de tous ceux qui se mobiliseront par tous les moyens... nouvelle réunion décidée en visio en septembre... renforçons les comités départementaux ».

Un Comité de défense des écoles, collèges et lycées publics s'est constitué dans le Saumurois. Il a écrit un cahier de doléances qui a été transmis au préfet le 3 juillet (voisur le site de la FNEC FP FO 49), ce comité s'est élargi puisque des parents d'élèves de l'école de Ste Melaine sur Aubance, mais aussi de l'école Piaget à Avrillé l'ont rejoint.

#### Défense de la liberté d'expression, défense de l'enseignante du lycée de Sens... non à la guerre !

Une enseignante du lycée de Sens est suspendue depuis le mois de mars et sous le coup d'une sanction pour avoir organisé une minute de silence, à la demande de ses élèves, en hommage aux victimes palestiniennes (dont 16 000 enfants). Ne rien faire et ne rien dire face à ce qui se passe à Gaza est impossible !

Cette mesure répressive suscite l'indignation des personnels. Cette sanction totalement injustifiée présage de ce qui se généralisera puisque la loi sur l'antisémitisme dans les Universités est adoptée.

La collègue de Sens doit être réintégrée. Et la loi qui impose une idéologie d'Etat dans les établissements scolaires doit être combattue et retirée.

Le syndicat reste présent pour les collègues tout l'été. Il est intervenu parce que des enseignants n'avaient toujours pas leur poste le 18 juillet par exemple, deux écoles n'ont toujours pas de directeur, les conditions de prises de postes sont toujours plus difficiles et tardives !

Le SNUDI FO 49 a écrit à la DASEN et fera connaître ces conditions de travail de plus en plus difficiles pour tous !

# ACTUALITÉS

## Assemblée générale FO DGFIP 49

**L'**Assemblée Générale de la section FO DGFIP de Maine et Loire s'est tenue vendredi 13 juin salle Pelloutier à la bourse du travail d'Angers en présence de nombreux adhérents et collègues, de Magali Lardeux Secrétaire Générale de l'Union Départementale des syndicats FO de Maine et Loire et de Jacques Régnier secrétaire général adjoint du bureau national FO DGFIP en charge de la formation militante et de l'animation des sections.

Lors de sa prise de parole, Magali Lardeux a rappelé les valeurs humanistes de FO, Pain, Paix, Liberté, pour le « cessez-le-feu » partout où il y a une guerre.

Elle a insisté sur les mobilisations actuelles et à venir contre les réformes de l'assurance chômage, de la sécurité sociale, des retraites, de la fonction publique, etc...

Elle est revenue sur les actions menées dans le département par FO, dans différents secteurs (privé ou public), avec des victoires à la clé pour les salariés. Les victoires s'obtiennent que si les combats sont menés !

La secrétaire départementale FO DGFIP49, Manuela BODIN, a, dans un premier temps, évoqué le changement de secrétaire départemental qui a eu lieu le 1er mars 2025 suite à un vote du comité départemental.

Elle a ensuite remercié Christel Lucas pour ces nombreuses années passées comme secrétaire départemental et pour sa présence qui reste d'actualité, dans les instances de FO (SDA, UD, conseil syndical FO DGFIP,...).



Puis Manuela a présenté le rapport d'activité de la section et celui du CSAL FS (ex CHS CT). Christel Lucas a présenté celui du CSAL (ex CTL), Odile Lambert celui de l'action sociale (CDAS).

Le trésorier, Romuald Wiart, dans son rapport, a indiqué que le nombre d'adhérents continue à être important, les départs à la retraite sont largement compensés par les nouvelles adhésions.

Tous les rapports ont été approuvés à l'unanimité.

Lors de cette Assemblée Générale, beaucoup de sujets ont été abordés et les échanges entre les camarades ont été nombreux et de qualité.

Il a été évoqué les interventions régulières de la section auprès de la Direction locale, l'arrivée du nouveau Directeur et sa communication tous azimuts, la Protection Sociale Complémentaire, les suppressions d'emplois, le fonctionnaire bashing, l'attractivité de la fonction publique, le télétravail, la Responsabilité des Gestionnaires Publics, la déontologie, les mutations au choix, la fin des ponts naturels, les restructurations dans les SIP, SDIF, PCE..., le Nouveau Réseau de Proximité, les conditions de travail, les sa-

laire, les avancements de carrières et les promotions au rabais, la défense de notre sécurité sociale, l'abrogation de la réforme des retraites,...

Il a été rappelé l'importance de la diffusion des informations, des revendications et de rendre compte auprès des adhérents puis des collègues de nos nombreuses actions.

C'est dans ce but que des membres de FO DGFIP 49, le syndicat proche des agents, se déplacent régulièrement soit pour une HMI soit pour une distribution sur tous les sites du département.

Dans son allocution, Jacques Régnier a notamment évoqué l'actualité nationale à la DGFIP, l'importance de la syndicalisation, l'intérêt pour les agents de se regrouper autour de FO, le syndicat qui reste un syndicat.

Il a insisté sur la forte augmentation des sanctions disciplinaires (notamment suite aux consultations non appropriées sur les applications).

Il a indiqué que le prochain Congrès National FO DGFIP se déroulera à Najac dans l'Aveyron du 23 au 27 mars 2026

## **EN DIRECT DES SYNDICATS**

# **MANIFESTATION RÉGIONALE**



**DÉFENSE DE L'HÔPITAL**  
**RETRAIT DES PLANS D'AUSTÉRITÉ**  
**DES BRAS, DES LITS**

**MARDI 16 SEPTEMBRE 2025**

**10H30 • DEVANT L'HÔTEL-DIEU • NANTES**

Inscription: 02 41 25 49 60- [udfo49@force-ouvriere.fr](mailto:udfo49@force-ouvriere.fr)

# EN DIRECT DES SYNDICATS

## Mobilisation contre le PASI à l'hôpital de Laval



Près de 400 agents réunis en assemblée générale le 17 juin 2025 l'ont clairement affirmé : le plan dit de « performance » (PASI) n'est qu'un plan d'austérité sans issue, un plan social déguisé inacceptable. Sous couvert de redressement financier, c'est plus de 50 postes qui sont menacés à court terme, et plus d'une centaine à moyen terme. Ce sont des soignants, des agents techniques, administratifs, des professionnels indispensables à la continuité des soins et au fonctionnement de l'hôpital public qui seraient ainsi sacrifiés.

Lundi 23 et mardi 24 juin des centaines d'hospitaliers organisés, avec nos camarades du syndicat local, constituent des brigades et couvrent tous les villages, tous les ronds-points, tous les commerces avec affiches, tracts et banderoles pour appeler à converger les 26 et 27 juin sur l'hôpital contre les suppressions de postes.

Mercredi 25 juin, Macron, avec l'Otan, annonce priorité au financement de la guerre. Dans la foulée, la ministre Catherine Vautrin déclare vouloir faire 1,7 milliard d'euros d'économies sur les dépenses de santé en 2025.

Contradictoirement, le ministre de la Santé, Yannick Neuder, jusqu'ici discret, reçoit le maire de

Laval et annonce une enveloppe importante de 10 millions pour le centre hospitalier.

C'est le produit direct de la mobilisation. Mais Neuder précise qu'il s'agit de « soutenir sa trésorerie comme sa dynamique de redressement et appuyer le plan de performance ».

Immédiatement nos camarades répondent par une lettre au ministre : « Nous souhaitons avoir une garantie écrite de votre part qu'il n'y aura aucune suppression de postes dans notre hôpital, ni aucune fermeture de lits eu égard à l'état particulièrement critique de l'accès aux soins sur notre territoire. ».

L'intersyndicale CGT/FO souligne : « Il faut que le ministère s'engage à ce que nos urgences soient ouvertes 24 heures/24. La fermeture récurrente et la régulation sur la Mayenne, c'est cela qui coule notre hôpital ».

**Les Jeunes Agriculteurs de la Mayenne ont apporté leur soutien : « Face à la situation préoccupante de notre hôpital public, et en réponse à l'appel des syndicats ouvriers, nous, Jeunes Agriculteurs, appelons à une mobilisation solidaire en soutien au personnel soignant, pilier de notre santé et de celle de nos proches. ».**

Le 26 juin nous étions 1 millier

devant l'hôpital il y avait des délégations d'hospitaliers de Bretagne, des Pays de la Loire, de Normandie venant apporter le soutien à leurs collègues. Nous étions une dizaine de camarades du Maine-et-Loire représentants l'UD, le CHU, les résidences du Val d'Oudon et le CH Layon Aubance

partout les mêmes réflexions : « Ce qui se passe à Laval est formidable. Peut-être qu'il faudrait faire la même chose partout puisque ministère et ARS ne veulent rien savoir ».

Ce qui domine depuis un mois, c'est ce bloc soudé du personnel avec nos camarades pour se donner tous les moyens d'arracher les revendications face au directeur, à l'Agence Régionale de Santé et à Bayrou qui tous voudraient réduire le personnel et les soins.

La semaine suivante, l'ARS le mercredi 02 juillet et le ministre de la Santé le 04 juillet, sont venus à Laval à la rencontre de l'intersyndicale et annoncer le gel du Plan d'Attractivité et de Soutenabilité des Investissements, et donc le gel des suppressions de postes annoncés. Le personnel et ses syndicats auraient préféré l'abandon pur et simple du PASI et resteront vigilant à ce que les mesures annoncées ne reviennent pas par la petite porte...

**Nos camarades ont appelé depuis la fenêtre du bureau du directeur qu'ils occupaient à venir en nombre à l'ARS à Nantes le 16 septembre prochain, ce qu'il se passe à Laval peut arriver n'importe où ! Il faut que ça cesse, il faut défendre l'Hôpital et la Sécu**

# ACTUALITÉS



**GAZA**  
DES VISAGES

PAS QUE DES  
NOMBRES !

**GAZA**  
DES VISAGES

PAS QUE DES  
NOMBRES !



**BUTHAINA AZIZ**

Le 24 décembre 2024, veille de Noël, dans le nord de Gaza,  
Buthaina est ciblée par un soldat israélien,  
il lui tire une balle dans la tête et une autre dans le cœur.



**ARAFAT JUMANA SES JUMEAUX Aysel & Aser**

Aysel, une fille, Aser, un garçon, jumeaux de 4 jours, sont tués le 13 août 2024  
avec leur mère, le Dr Jumana Arafat, pharmacienne,  
et leur grand-mère, Reem Jamal al-Batrabi,  
par des obus d'artillerie israéliens ciblant leur appartement  
au 5ème étage de la tour Qastal à Deir al Balah, dans le centre de Gaza.



# ACTUALITÉS

## Rassemblement pour le cessez-le-feu

**L**e jeudi 3 juillet à l'appel de l'UD, nous étions une centaine à nous rassembler à la Préfecture pour remettre le courrier de Frédéric Souillot adressé au Président pour exiger le cessez-le-feu à Gaza.

Le Préfet ayant refusé de répondre à nos sollicitations pour le rencontrer et lui remettre en main propre le courrier, nous avons profité d'une réunion du Conseil Départemental de l'Éducation nationale où le Préfet siège pour se réunir à la Préfecture.

Le dossier, contenant le courrier de Frédéric Souillot, ainsi que toutes les motions adoptées par nos syndicats, a été remis au Préfet.

Sur le parvis de la Préfecture, nos camarades ont pu faire lecture de ces motions après l'intervention de Magali Lardeux. L'AFPS qui était présente s'est également exprimée.

Vous pouvez retrouver la majorité de ces prises de paroles sur le site de l'UD

Vous trouverez ci-dessous l'intervention de Magali Lardeux, secrétaire générale de l'UD :

*« Chers Amis, Chers Camarades, Notre Secrétaire Général Frédéric SOUILLOT s'est adressé personnellement à Monsieur le Président de la République sur la situation au Moyen-Orient le 23 mai 2025. Son courrier est resté sans réponse...*

*Nous avons demandé audience à Monsieur le Préfet par courrier en date du 17 juin. Notre demande est restée sans réponse...*

*Ce silence, c'est le silence de la complicité, à tous les niveaux de l'État!*

*C'est la lourde responsabilité du gouvernement MACRON et de ses relais!*

*Les Camarades ont affiché les visages de Gaza, les visages de civils, de femmes, d'enfants, morts, tués avec des armes françaises.*

*La France est complice de meurtres de masse, de GENOCIDE.*

*Près de 400 000 personnes auraient "disparu". Sur une population de 2 millions! (Chiffres\* = rapport du sociologue israélien Yaakov GARB basé sur les données de l'armée israélienne)*

*Notre UD, nos syndicats ont pris position dès octobre 2023. Ils ont écrit des motions. Ce soir, ils vont les lire...*

*À l'intérieur de la Préfecture, Monsieur le Préfet est là : il préside une instance carte scolaire, ... une carte scolaire de l'austérité!*

*Comment pourrait-il en être autrement quand l'argent est fléché vers la guerre et non vers les besoins de la population?*

*Cathy, Camarade de la fédération de l'enseignement, lui a porté en mains propres, le courrier de notre Secrétaire Général. Elle a prévu une déclaration liminaire et nous rejoint.*

*Ici les militants vont prendre la parole, pour lire non seulement leurs prises de position, mais dire l'impact des politiques va-t-en guerre dans leurs secteurs.*

*Nos syndicats doivent se lever contre la guerre, car elle est vouée à s'étendre, c'est la volonté des gouvernements. Sous l'impulsion de TRUMP et de l'impérialisme américain, l'ensemble des pays de l'OTAN viennent de décider de passer à 5 % de PIB leurs dépenses militaires.*

*Pour la France, MACRON a décidé SEUL. Cela représente 100 milliards par an! Or, nous voyons déjà les dramatiques conséquences pour les salariés dans notre département de la politique d'austérité, des plans d'économies :*

*• Nous le voyons au CHU avec le plan de performance!*

*• Nous le voyons dans les écoles avec cette carte scolaire qui supprime encore des classes!*

*• Nous le voyons à l'AFPA, en cours de liquidation!*

*• Nous le voyons au CNAM qui menace de fermer l'agence de CHOLET : 61 postes sur 225 vont être supprimés!*

*• Nous le voyons à l'Université d'ANGERS où d'ores et déjà une vingtaine de CDD sont menacés!*

*• Nous le voyons à la destruction*

*des emplois, à la baisse du coût du travail : emploi Michelin malgré les aides publiques sans contrepartie, emplois Morançais...*

*• Nous le voyons dans l'ensemble des services publics, et avec les attaques contre nos plus grandes conquêtes sociales : la Sécurité Sociale, nos retraites...*

*100 milliards dans les dépenses sociales, c'est la misère pour les travailleurs!*

*C'est le rôle du mouvement ouvrier de ne pas se taire*

*et de s'opposer à cette marche à la guerre.*

*D'ailleurs des syndicalistes du monde entier se lèvent, co-organiseurs de manifestations monstrueuses aux États-Unis, en Angleterre et dans d'autres pays du monde...*

*Catherine ROCHARD, ex-Secrétaire Générale de l'UD FO 49 est signataire d'un appel européen de syndicalistes et personnalités : "Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre!"*

*Afin de coopérer au niveau international, ces syndicalistes et personnalités seront réunis à Paris le dimanche 5 octobre 2025 pour un meeting contre la guerre dans une salle qui compte 4000 places, puis à Londres quelques semaines plus tard.*

*Le préambule des statuts de force Ouvrière insiste sur le fait que "les syndicats Force ouvrière reconnaissent au mouvement syndical le droit, lequel peut devenir un devoir, de réaliser des rapprochements et des collaborations en vue d'actions déterminées lorsque la situation l'exige expressément." Ne sommes-nous pas dans cette situation?*

*C'est en ce sens que nous avons fait connaître cette initiative et invité les organisations présentes le samedi.*

*Camarades, je vous laisse la parole tout comme aux militants des organisations que nous avons prévenues de cette initiative. Certains sont venus et nous les remercions!*

*La presse invitée n'a pas souhaité couvrir l'événement... silence...*

*Ne nous taisons pas! Relayons un maximum! »*

# HISTOIRE

## 24 septembre 1911 :

### 5 ans après l'adoption de la Charte d'Amiens, syndicalistes, socialistes et anarchistes se rassemblent contre la guerre



Photo du meeting de l'aéro park crédit photofondation Jean Jaurès

**V**ous trouverez ci-après un article rédigé par notre camarade Pascal Samouth, ancien secrétaire général de l'UD de Haute-Loire et membre de la CE confédérale

Il revient à Benoît Kermoal, professeur d'histoire-géographie et doctorant à l'EHESS, et également responsable du pôle « histoire sociale » du centre de recherche de l'UNSA-Education, le mérite d'avoir mis en lumière sur le site de la fondation Jean Jaurès, liée au Parti Socialiste, un fait historique peu connu dans l'histoire du mouvement ouvrier (\*). Il s'agit de la première manifestation de masse contre la guerre qui venait. Celle-ci eut lieu en 1911. Son étude, son déroulement ne manqueront pas d'intéresser tous les militants ouvriers, à quelque titre qu'ils agissent, dans les enseignements qui peuvent être dégagés au moment où le génocide du peuple palestinien se poursuit et où Trump enjoint tous les pays d'Europe à consacrer 5 % de leur produit intérieur brut aux dépenses militaires.

Que nous apprend son article ?

L'Encyclopédie socialiste, syndicale et coopération de l'internationale ouvrière relate ainsi la manifestation contre la guerre du 24

septembre 1911 : « L'organisation du meeting de l'Aéro-Park permit aux prolétaires de voir côte à côte sur les murs de Paris et l'appel de la Fédération de la Seine et celui de l'Union des syndicats les conviant à une démonstration où participaient les orateurs des deux organisations. C'est la preuve, une fois de plus faite, que la classe ouvrière ne saurait diviser contre elle-même. » La fédération de la Seine était celle de la toute jeune SFIO, Section Française de l'Internationale Ouvrière, fondée en 1905 et l'Union des Syndicats est celle de la CGT, regroupant à l'époque toutes les tendances ouvrières.

1911, c'est 5 ans après le congrès de la CGT qui a adopté la célèbre Charte d'Amiens, laquelle établit les principes de l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques et la grève générale comme moyen d'action pour parvenir « à la disparition du salariat et du patronat ».

Cette motion a été adoptée à la quasi unanimité des délégués (830 pour – 9 contre et 1 abstention), qu'ils se reconnaissent dans telle ou telle tendance du socialisme ou de l'anarchisme. Si elle affirme que les « organisations confédérées » n'ont pas « à se préoccuper des partis et des sectes » elle rajoute que ceux-ci peuvent « en dehors et à côté, poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale ». Et c'est précisément côte à côte que le meeting du 24 septembre eut lieu.

Cette action commune de l'organisation syndicale, avec les socialistes et les anarchistes, était rendue nécessaire par la situation. Depuis le début du 20ème siècle, la France et l'Allemagne s'opposent pour le contrôle du Maroc,

encore sans tutelle coloniale. En 1911, l'Allemagne envoie une canonnière à Fes face à la France qui a envoyé des troupes au Maroc. Le « coup d'Agadir » participe à l'escalade des tensions politiques et militaires qui rend tangible le risque d'une guerre mondiale. L'Internationale Socialiste s'est prononcée dans ses deux derniers congrès pour la paix, mais le risque d'embrasement provoque de puissantes mobilisations ouvrières.

En Allemagne ce sont 100 000 manifestants à Berlin. En Espagne, l'UGT et la CNT, appellent à la grève générale pour les revendications ouvrières et contre l'envoi de réservistes au Maroc. Celle-ci prend une tournure insurrectionnelle dans la région de Valence avec une sévère répression. En Grande Bretagne et en Irlande c'est « la grande fièvre » qui gagne tous les centres ouvriers avec des grèves massives, souvent sauvages et contrôlées par des comités de grève dans les principales professions : mines, ports, chemins de fer, industrie, construction...

C'est donc cette vague montante qui amène la CGT, la SFIO, à laquelle s'est jointe la fédération révolutionnaire communiste, organisation anarchiste, à se rassembler contre la guerre le 24 septembre.

L'initiative en revient à la CGT comme l'explique Marcel Sembat, dirigeant socialiste, dans L'Humanité du 24 septembre, jour même de la manifestation : « C'est une manifestation commune, où les socialistes se joindront aux syndicalistes qui l'ont organisée, où des orateurs du parti parleront côte à côte avec des orateurs de la confédération générale du travail que les travailleurs parisiens clameront leur ferme volonté de préserv-

# HISTOIRE

ver la paix internationale par tous les moyens en leur pouvoir. »

François Marie, responsable de l'union de la Seine de la CGT, avait été le représentant du mouvement ouvrier français dans les mobilisations contre la guerre en Espagne, c'est sans doute ce qui l'a inspiré avec ses camarades pour prendre l'initiative. Membre du bureau confédéral il s'est battu dans sa fédération, celle du Livre, dès 1910 pour faire affirmer l'antimilitarisme.

La Préfecture de Police qui craint « les débordements » a interdit les manifestations de rue, c'est pourquoi les organisateurs ont loué « l'aéro Park » pour « éviter les affrontements avec la police » qui en contrôlera l'entrée et les abords.

La pluie est battante, le terrain, situé près des buttes Chaumont est souvent escarpé, boueux, et glissant. Malgré cela, ce sont 60 000 militants qui se rassemblent dans les colonnes de leurs organisations.

Agir côte à côte pour un même objectif, militants politiques et syndicaux, exige le respect mutuel et l'auteur de l'article nous indique : « Des endroits sont prévus pour que des militants fassent des discours. On dispose ainsi de trois scènes improvisées où les orateurs s'expriment sur des chaises. À côté de ces tribunes prévues, d'autres prises de parole improvisées ont lieu. Les organisateurs ont pris soin que la parole soit distribuée équitablement entre syndicalistes et socialistes. »

François Marie, dans son discours, en tant qu'organisateur explique : « notre manifestation aura une double portée : elle est une affirmation puissante contre la guerre, mais il faut une autre affirmation celle de la grève générale de demain. »

William Anderson, leader de l'Independent Labour Party, qui est une composante à gauche du parti travailliste, affirme dans son intervention son opposition à la guerre capitaliste et son attachement à l'internationalisme ouvrier.

Marcel Sembat et Albert Thomas, responsables socialistes insistent « sur la nécessité d'entente avec l'Allemagne, tout en faisant référence à l'histoire du mouvement ouvrier ».

Même s'il fallait veiller à leur contenu compte-tenu de la surveillance policière, les pancartes qu'ont confectionnées pour l'occasion les manifestants sont éloquentes : « Guerre à la guerre » est le slogan le plus repris, et, selon l'auteur de l'article, il « devient rapidement le cri de ralliement de tous les pacifistes et antimilitaristes ». On lit également « La guerre c'est la misère ou la mort », « Manifestons contre la guerre », « La guerre c'est la désolation » et même « Nous ne voulons pas de frontières ».

On peut voir aussi une pancarte de l'Union syndicale des mères de famille : ce groupe de femmes rassemble des socialistes et des syndicalistes qui s'organisent afin d'agir pour la paix.

Les chants ne souffrent également pas d'ambiguïté, c'est « l'Internationale » qui est reprise, elle qui affirme « ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux », tout comme le chant « Gloire au dix-septième », cet hommage au 17ème régiment d'infanterie qui, à Béziers avait mis « crosse en l'air » et refusé de tirer sur les vignerons révoltés.

La manifestation s'est dissoute dans le calme et sans échauffourées, mais, nous dit François Kermoal, « toutefois, du côté des pouvoirs publics et du gouvernement, cette première réussite du mouvement d'opposition à la guerre inquiète plus qu'elle ne rassure. Au même moment, la Sureté nationale demande en effet une remise à jour de l'ensemble des fiches de contrôle des militants antimilitaristes ».

Car en effet, bien d'autres manifestations suivront, dans toute la France, jusqu'à celle du Pré Saint Gervais avec ses 150 000 militants rassemblés autour de Jean Jaurès, lui qui affirmait dès 1895 face à la volonté de revanche contre l'Alle-

magne « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

Pour des raisons qui ne sont pas l'objet de cet article, Marcel Sembat, Albert Thomas pour la SFIO ou Léon Jouhaux pour la CGT, comme bien d'autres dirigeants, jusqu'au vieux communard Edouard Vaillant, abandonneront leurs résolutions de « guerre à la guerre » et de déclenchement de la grève générale pour se rallier à « l'union sacrée » dès la déclaration de guerre par la France (François Marie, qui avait quitté le syndicalisme, fut pour sa part mobilisé).

Désespérés et privés d'appui, les ouvriers sont partis au front, mais la graine avait été semée par l'unité ouvrière contre la guerre. Les 60 000 de l'Aéro Park comme les dizaines de milliers qui leur emboîteront le pas, face à la faillite de leurs dirigeants, sont ceux qui reprirent espoir par l'appel des conférences de Zimmerwald, puis de Kiental qui affirmait : « Cette guerre, peuples travailleurs, n'est pas la vôtre, mais vous en êtes les victimes » et désignent le capitalisme comme responsable puis qui s'enthousiasmèrent pour la révolution russe qui en renversant le tsarisme apporta une réponse concrète à leur exigence : « le pain, la paix, la terre, la liberté ».

Alors que le génocide en Palestine couvert par toutes les grandes puissances capitalistes atteint chaque jour de nouveaux sommets d'horreur, alors que l'injonction de Trump de porter à 5 % du PIB de chaque pays les dépenses militaires est suivie le petit doigt sur la couture du pantalon par les gouvernements, dont le nôtre, c'est à nouveau le spectre de la guerre mondiale qui plane. C'est bien pour cela qu'à nouveau, dans la tradition du mouvement ouvrier, militants syndicalistes, politiques, pacifistes... se rassembleront dans le meeting du 5 octobre pour affirmer ensemble « guerre à la guerre ». C'est maintenant qu'il faut s'organiser.

Pascal SAMOUTH

# PAIN PAIX LIBERTÉ

**« Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ! »**

Vous trouverez ci-joint l'appel signé par Catherine Rochard, ancienne secrétaire de l'UD :

*« Les dirigeants européens préparent la guerre. Un vaste programme de réarmement est en cours. Et c'est à la classe ouvrière qu'ils vont demander de payer le prix de leurs armes et de leurs guerres, par les impôts, par les coupes dans nos prestations sociales, par la baisse de notre niveau de vie, ainsi que par notre sang et notre sueur.*

*L'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale se désintègre – politiquement, financièrement et militairement. Nous faisons face à de multiples crises qui s'aggravent : celle du capitalisme lui-même, qui met en danger l'avenir même de l'humanité; l'effondrement écologique imminent; et le risque croissant d'une guerre mondiale, voire d'une guerre nucléaire. Ces problèmes ne sont pas nouveaux, mais ils sont amplifiés par le second mandat de Trump et par la montée de l'extrême droite en Europe.*

*C'est pourquoi des militants, des syndicalistes et des démocrates de toute l'Europe lancent cet appel à s'unir contre la guerre et contre les dépenses militaires, et à rejeter l'exigence des gouvernements européens de soutenir leurs politiques brutales et destructrices au nom d'une prétendue "union nationale". Il s'agit là d'un patriotisme factice. Ces guerres ne sont pas les nôtres. Nous ne les paierons pas! Nous ne mourrons pas pour elles!*

*Comme le disait l'écrivain français Anatole France au moment de la Première Guerre mondiale : "On croit mourir pour la patrie; on meurt pour des industriels". Des millions de personnes sont mortes à cette époque, et c'est ce qui se reproduira si nous ne mettons pas fin à ce bellicisme et au réarmement.*

*La classe dirigeante européenne mène déjà une guerre par procuration en Ukraine et soutient le génocide israélien contre le peuple palestinien.*

*Voici les faits :*

*Un million de morts et de blessés, des deux côtés, en Ukraine et en Russie;*

*Des dizaines de milliers de morts et de blessés en Palestine, dans la tentative de génocide et de nettoyage ethnique de toute la population.*

*Les principaux bénéficiaires sont les fabricants d'armes et ceux qui profiteront de l'exploitation des ressources de la Palestine et de l'Ukraine. Mais nous ne soutenons pas cette exploitation.*

*Nous disons :*

*NON à la guerre et aux attaques contre les acquis sociaux!*

*NON aux budgets de guerre et aux fauteurs de guerre!*

*NON aux politiques de guerre, d'où qu'elles viennent!*

*Nous appelons à l'unité des peuples d'Europe, à la paix et non à la guerre; à la justice et à l'égalité et non à l'exploitation : "Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre!" »*

Catherine s'est aussi adressée aux militants à travers un courrier vous en trouverez un extrait ci-après :

*« À la jeunesse, aux militants du Mouvement Ouvrier, aux militants attachés à la défense de La Paix*

*Je suis Catherine Rochard, militante syndicaliste depuis quarante ans dans la santé privée et aujourd'hui retraitée, ancienne secrétaire générale de l'Union Départementale FO de Maine et Loire. Je m'adresse à vous en tant que signataire de l'Appel international "Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre"...*

*Le 13 juillet à l'hôtel de Brienne, devant un parterre de généraux, de ministres, de hauts fonctionnaires... Macron s'est adressé aux armées.*

*Il a annoncé :*

*•Un doublement du budget de la défense d'ici 2027*

*•Vouloir bâtir un pilier européen de l'OTAN*

*•Une application sans failles au plan européen de réarmement*

*•Sa volonté affichée d'embrigader la jeunesse*



*•La confirmation de la mise en place d'une coalition en lien avec la guerre en Ukraine qui place de plus en plus la France en situation de puissance belligérante face à la Russie...*

*•La mise en place d'une économie de guerre*

*Le 15 juillet, Bayrou a annoncé un plan d'austérité d'une brutalité inouïe : 43,8 milliards de coupes budgétaires dans les services publics, la sécurité sociale, les retraites, l'assurance chômage, les minimas sociaux... Ce plan intègre l'augmentation des dépenses militaires.*

*C'est pourquoi, en tant que signataire de l'Appel International "Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre", je vous appelle à participer au grand meeting internationaliste qui aura lieu le dimanche 5 octobre à Paris*

*Agissons ensemble pour stopper la marche à la guerre! »*

Cet appel a aussi été repris par la section fédérale de l'assurance de la FEC dont vous trouverez le communiqué en encart, ainsi que par le SPASEN 49 que vous trouverez ci-dessous :

*« Le SPASEEN FO 49 et 72 a réuni ses adhérents, personnels administratifs des EPLE et des services de l'Éducation Nationale le jeudi 3 juillet 2025.*

— *Nous avons fait le point sur la situation générale. Les collègues ont exprimé leur désarroi.*

— *Ils font le constat que les restrictions budgétaires, en lien avec l'économie de guerre et la destruction des services publics et*

# PAIN PAIX LLIBERTÉS

de la Sécurité Sociale, se font au détriment de toute la population.

— Compte tenu de la situation, ils sont en accord avec l'appel européen, de militants, de syndicalistes et de démocrates européens : **«pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre»**

— Ils appellent au cessez-le-feu partout dans le monde : **Ukraine, Palestine, arrêt du génocide à Gaza et reprennent les propos du secrétaire général de la confédération Force Ouvrière : «un avenir de paix durable et de sécurité doit être assuré pour ces populations afin qu'elles puissent se construire un avenir pour elles-mêmes et leurs enfants».**

— De plus ils s'inscrivent dans la démarche de l'Union Départementale Force Ouvrière du Maine et Loire, dans son appel au rassemblement pour la Paix et le cessez-le-feu, ce même jour à 17h30 devant la préfecture de Maine-et-Loire : **«L'argent doit aller vers les salaires, les services publics, la sécurité sociale, les retraites, pas vers les budgets d'armement pour semer la mort. Or, Macron a signé au sommet de l'OTAN : 100 milliards par an, 5 % du PIB dans les dépenses mi-**

litaires.»

— **«Pain Paix Liberté» pour tous les travailleurs dans le monde.**

**Votée à l'unanimité,**

**Le jeudi 3 juillet 2025 »**



## Appel du Bureau de la Section Fédérale FO Assurances 7 juillet 2025

Face à l'escalade des conflits internationaux et au réarmement massif engagés par les dirigeants européens, le BSF FO Assurances s'associe à l'appel européen : « Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ! ».

Nous, salariés du secteur des assurances, refusons que la facture de ces politiques bellicistes soit, une fois de plus transférée sur les travailleurs, via l'augmentation des impôts, la baisse des prestations sociales et la dégradation de nos conditions de vie.

Il est inacceptable que les budgets militaires se fassent au détriment de la revalorisation des salaires, de l'emploi, de la formation et de la protection sociale.

Le secteur des assurances doit rester au service de la prévention, de la solidarité et de la protection des personnes, non du financement de conflits qui ne servent que les intérêts des industriels de l'armement.

Nous appelons l'ensemble des salariés du secteur à se mobiliser pour :

- Refuser toutes les économies de guerre qui sont autant de remises en cause sur nos droits sociaux et nos emplois ;
- Exiger qu'aucune société du secteur ne finance, directement ou indirectement, les conflits ;
- Réaffirmer le rôle social de l'assurance : protéger, prévenir, accompagner, et non financer la destruction.

Le BSF FO Assurances exige la paix, la justice sociale et la défense des droits des salariés du secteur. Ensemble, refusons de payer la guerre ! Le BSF FO Assurances appelle l'ensemble de ses structures à participer au meeting international du 5 octobre 2025 qui se tiendra à Paris.

Lien inscription :

<https://contrelaguerre.fr/>

Voté à l'unanimité au Bureau de la Section Fédérale du 7 juillet 2025

## VVV 3 Pays de la Loire :

**Temps de Travail, maintien des CCN, prime décentralisée :**

**Soutenue par l'immense majorité des salariés, FO signe les accords !**

**FO** se félicite de la signature des accords sur le temps de travail, le maintien des Conventions Collectives et sur la prime décentralisée.

Ces avancées majeures résultent de plusieurs mois de négociation et de fortes mobilisations notamment depuis le 10 décembre 2024.

Ces mouvements initiés par le syndicat FO ont permis d'obtenir le maintien des 3 CCN, le versement intégral de la prime décentralisée pour les salariés CCN51 quel que soit le temps de présence, des jours de repos garantis dont une partie au choix

du salarié, en fonction des secteurs, l'abandon du forfait-jour pour de nombreux cadres, paiement des heures sups tous les 2 mois (majorées à 25 %) dans les pôles PA et AS. Notons également l'obtention de 6 jours de repos garantis et un accès au CET en Petite Enfance qui en était dépourvus.

Certains reculs existent, comme l'augmentation du temps de travail dans les Biens Médicaux (+22 h/an, -4 jours de congé), mais elle est compensée par une indemnité. L'annualisation dans le pôle Personnes Âgées est atténuée par le paiement régulier des heures supplémentaires.

FO a signé, car l'accord est glo-

balement équilibré, avec de nouveaux droits concrets.

Enfin, FO salue la mobilisation des salariés, qui ont pris leurs responsabilités. Leur engagement s'est exprimé par la grève et par une pétition spontanée réunissant plus de 1500 signatures en faveur de l'accord. Cette dynamique collective a fortement pesé pour faire signer les 2 autres organisations syndicales représentatives.

Ces accords ne sont pas une fin, mais un point d'appui. FO poursuivra son travail de vigilance sur leur mise en œuvre et reste mobilisée pour construire les rapports de force nécessaires aux combats à venir.

# ACTUALITÉS

## Budget 2026 pour le gouvernement Bayrou :

**1/Les Français doivent travailler plus ,pour rester pauvre, pendant que les grands patrons se goinfrent !**

**2/Il faut préparer la guerre quoi qu'il en coûte !**

**Les chiffres sont implacables : avoir un emploi ne protège plus de la pauvreté.**

Le premier baromètre national des travailleurs pauvres, publié en avril 2025 par Ipsos pour le réseau Andès, dresse un constat glaçant sur la situation de millions de salariés.

En France, ils sont des centaines de milliers à vivre dans la précarité malgré leur travail.

Le patronat organise un système où l'exploitation s'habille de contrats courts, de temps partiels contraints et de bas salaires.

Le rapport identifie 17 % des actifs comme « travailleurs pauvres », c'est-à-dire en emploi précaire et vivant sous le seuil de pauvreté.

Une majorité d'entre eux sont en

intérim, CDD, apprentissage ou temps partiel subi. Et le constat est limpide : ces contrats, toujours plus nombreux, fabriquent de la misère :

— 55 % sont des femmes, 45 % ont entre 45 et 59 ans, et une majorité d'entre eux cumule les galères : plusieurs emplois, trajets longs, horaires décalés.

— 36 % ont dû cumuler plusieurs emplois pour boucler les fins de mois.

— 40 % passent plus d'une heure par jour à se rendre au travail

**L'alimentation : variable d'ajustement des travailleurs pauvres**

C'est sans doute l'aspect le plus cruel du rapport : plus d'un travailleur pauvre sur deux ne mange pas à sa faim, 41 % sautent des repas, et 45 % doivent restreindre l'alimentation de leurs enfants.

**Une santé et un avenir en péril**

75 % des travailleurs pauvres se disent épuisés, anxieux, stressés.

47 % ont renoncé à des soins, faute d'argent.

77 % redoutent une dégradation prochaine de leur situation.

60 % pensent devoir se restreindre encore plus pour se nourrir.

**Travailler doit sortir de la pauvreté, pas y conduire !**

**C'est dans ces conditions que Bayrou a pris la parole le 15 juillet.**

**« Chaque seconde qui passe, la dette de la France augmente de 5 000 € »**



Chaque seconde qui passe les 500 plus grandes fortunes françaises gagnent environ 1658 €. Si nous ne leur faisons pas ce cadeau, cela réduirait déjà la « facture »...

Le patrimoine cumulé des 500 plus grosses fortunes professionnelles est passé de 124 milliards € en 2003 à environ 1 170 milliards € en 2023, soit une multiplication par 9,4 (+840 %)\*

*\*source observatoire des inégalités*

Nous pouvons aussi indiquer que les aides publiques totales aux entreprises en 2024 : environ 211 milliards d'euros (fourchette moyenne incluant aides de l'État,

exonérations, niches fiscales...) représentent environ 6976 € par seconde.

C'est peut-être là qu'il faudrait aller chercher..

Quand on voit que Michelin et Arcelor Mittal ont supprimé des centaines de postes l'an dernier en France tout en ayant touché plus 350 millions d'€ cumulés en 2023

Peut-être faudrait-il leur demander des comptes et le remboursement de ces aides censées favoriser l'emploi en France...

Ce n'est pas le choix qu'ont fait Macron et son premier « sinistre »...

# EN DIRECT DES SYNDICATS

Ils préfèrent taper sur les travailleurs en annonçant :

**+6.5 milliards d'euros pour l'armée en 2026 et 2027**

**-43,8 milliards d'euros sur le budget 2026 : une saignée d'une brutalité inouïe**

Parmi les principales mesures contenues dans ce plan d'économies :

- **suppressions de 3 000 postes de fonctionnaires**
- **non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite**
- **suppression des « agences improductives »**
- **gel du point d'indice**
- **gel de toutes les prestations sociales**
- **suppression de deux jours fériés (Pâques et le 8 mai)**
- **remise en cause des affectations de longue durée (ALD)**
- **remise en cause des arrêts maladie**
- **fin de l'abattement de 10 %**

**pour les retraités**

- **nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage et du droit du travail**
- **remise en cause du financement de la Sécurité Sociale par les cotisations**
- **ordonnances de « simplification » pour déréglementer et faire baisser le coût du travail...**

**Un plan social massif dans la Fonction publique**

Avec le non-remplacement d'un départ en retraite sur trois, on peut s'attendre à 50 000 départs non remplacés par an dans l'ensemble de la Fonction Publique.

Alors que l'Hôpital, l'École, l'Université et les Communes manquent déjà de tout, cela ne fera qu'aggraver les destructions déjà décidées

« L'année blanche » dans les services publics, cela signifie aussi de nouveaux coups de rabots comme on a pu le voir ces dernières années suppressions de postes, fusions de services, délégitimation de services publics... Cela signifie encore moins de services

publics de proximité, délais de prises en charge augmentés et fermetures de lits à l'hôpital, fermetures de classes à l'école...

**De l'argent pour l'Hôpital, l'École, pour les services publics, pas pour la guerre !**

Dans le même temps, Macron appelle à accélérer « l'effort de guerre » avec une hausse considérable des dépenses militaires (+ 6,5 milliards).

Alors que le taux de pauvreté n'a cessé d'augmenter ces dernières années, le gouvernement a décidé de préserver les plus riches et les grandes entreprises qui peuvent continuer à empêcher des centaines de milliards d'euros d'aides publiques et bénéficier d'exonérations de cotisations comme nous l'écrivions plus haut...

**« La rigueur et l'austérité c'est non !**

**La facture du quoiqu'il en coûte ne doit pas peser sur les travailleurs. »**

## Nos camarades face à la canicule

### Chez Scania

Nos camarades ont déposé un droit d'alerte suite à plusieurs malaises dans les ateliers en lien avec les fortes chaleurs fin juin. Ils ont obtenu une modulation des horaires pour leurs collègues ainsi que des aménagements de pauses. Un plan d'action va être mis en place avec les élus CSSCT.

### Blanchisseries hospitalières

Que ce soit au CESAME ou au CHU, les températures ont explosé lors de l'épisode caniculaire dans les blanchisseries.

Au Césame, nos camarades ont déposé un droit d'alerte et ont obtenu un aménagement des horaires permettant aux agents de travailler plus tôt le matin et de travailler moins longtemps

avec les fortes chaleurs.

Au CHU, face à l'entêtement de l'encadrement à ne pas vouloir adapter les horaires les agents ont décidé d'arrêter le travail jusqu'à ce que la direction adapte leurs horaires et fournisse de l'eau fraîche. La direction n'a eu d'autres choix que de répondre aux revendications

### Dans les écoles

Nos camarades du SNUDI ont écrit à la Préfecture pour alerter sur le risque que leurs collègues et les élèves encouraient par ces fortes chaleurs :

**« En épisode caniculaire, des recommandations ont été transmises aux directeurs d'école, elles ne suffisent pas et c'est à l'employeur qu'il incombe de prendre les mesures afin de protéger la**

**santé et la sécurité des salariés.**

**C'est aux autorités notamment, à vous, Mr le préfet, représentant de l'État et garant du bon fonctionnement du service public, qu'il incombe de faire ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité de tous et des élèves en particulier. Votre réponse à notre courrier a été d'indiquer le transfert de notre demande à madame la Directrice Académique. Il aurait fallu décider de la fermeture des écoles à minima les après-midis de ces deux derniers jours. La vigilance n'est pas suffisante dans ce contexte de températures extrêmes : à notre connaissance, une seule école du département possède des classes équipées en climatiseurs ! L'école ne peut pas être réduite à un lieu de garderie... où les élèves et les personnels se trouvent parfois en situation de danger, face à des risques pour leur santé ! ».**

**FO**  
**49**

UD FO Maine et Loire

**CONTRE LES BUDGETS DE GUERRE**

**POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS**

# **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE RENTRÉE**



***RDV LE 11 SEPTEMBRE A 14H***  
**SALLE LOUIS ARAGON**

**48 RUE JOSEPH BARRA 49800 TRELAZE**